

« Moscou comme Washington préfèreraient négocier »

Chercheur au CNRS, Ghassan Salamé est un spécialiste du Moyen-Orient que son origine libanaise rend encore plus sensible à la crise actuelle dont il analyse ici les derniers développements.

« La Tribune ». – Voyez-vous un lien entre l'éviction par la Syrie du général Aoun et la crise du Golfe ?

Ghassan Salamé. – Pendant longtemps, on a voulu faire une distinction radicale entre les différents conflits au Moyen-Orient. On tombe aujourd'hui dans le travers inverse. La Syrie a fait « le bon choix » dans la crise du Golfe, ce qui lui a donné une marge de manœuvre accrue ; mais elle était décidée également à stopper les entreprises du général Aoun qui multipliait, depuis plusieurs semaines, les entreprises de déstabilisation des zones sous contrôle syrien.

Que pensez-vous des rapports récents entre l'Irak et l'URSS ?

L'Irak ne peut ni ne veut aigrir le conflit avec l'URSS. De son côté, l'Union soviétique n'a aucun intérêt à ce qu'un conflit éclate dans le Golfe : il accroîtrait le poids de la présence américaine et déstabiliserait davantage encore les populations musulmanes d'Asie centrale.

Edouard Chevardnadze l'a rappelé aux Nations unies : Moscou ne condamnerait pas Washington si ce dernier se trouvait engagé dans un conflit. Ce qui ne veut pas dire que l'URSS modère ses efforts pour trouver une solution diplomatique.

Si l'Irak cherchait à faire marche arrière, l'URSS ne serait pas disqualifiée en tant que médiateur possible. Yevgeny Primakov, qui vient de rentrer de Bagdad qu'il connaît bien, est un responsable soviétique important.

A Washington d'où je reviens, on sait que le « message » à l'Irak est passé : Bagdad est désormais conscient du fait que les Etats-Unis sont déterminés à faire la guerre, s'il le faut.

Les « faucons » américains sont-ils en train de gagner ?

Le problème, du côté américain, est que l'Irak n'est pas un assez grand pays pour qu'on puisse passer avec lui un « marché » dans la dignité et qu'il n'est pas assez petit pour qu'on puisse imaginer de l'assagir sans dommages, comme le Panama ou la Libye. Les analystes militaires savent qu'une guerre ferait un nombre élevé de victimes. Et je crois que pour cette raison les Etats-Unis préféreraient aussi une solution négociée.

De plus, en intervenant pour défendre le Koweït, Washington commence à craindre de créer un précédent et que, chaque fois qu'un pays en « avale » un autre à l'avenir, on se prévale de cette intervention pour faire appel à lui. C'est pourquoi il met une sourdine sur l'aspect « défense du droit international » et souligne tant l'intérêt spécial des Etats-Unis dans cette affaire.

Propos recueillis par
DANIELE GERVAIS